

« Préservons l'accord sur le nucléaire iranien, c'est le modèle à suivre avec la Corée du Nord »

Washington doit s'inspirer de l'accord sur le nucléaire iranien pour trouver une entente avec Pyongyang, et non le dénoncer, assure l'ex-ambassadeur iranien Seyed Hossein Mousavian dans une tribune au « Monde ».

LE MONDE | 10.10.2017 à 11h11 • Mis à jour le 10.10.2017 à 14h28 | Par Seyed Hossein Mousavian (Ancien ambassadeur de la République islamique d'Iran)



Tribune. Dans son discours du 19 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président américain Donald Trump s'en est pris violemment à la Corée du Nord, déclarant qu'il était prêt à la « *détruire totalement* ». Mais il a aussi dénigré l'accord sur le nucléaire iranien, déclarant qu'il était « *l'un des pires et des plus déséquilibrés* ». Quelques jours plus tard, des bombardiers américains ont frôlé l'espace aérien nord-coréen, ce qui a conduit le ministre nord-coréen des affaires étrangères à affirmer que les Etats-Unis avaient « *déclaré la guerre* ».

La crise nucléaire nord-coréenne monopolise aujourd'hui les gros titres, mais c'est le programme nucléaire iranien qui, pendant des années, avait retenu l'attention des Etats-Unis et de leurs alliés, avant que de longues négociations ne débouchent sur la signature du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), un accord qui a mis en œuvre le régime de transparence et de vérification des activités nucléaires le plus complet de l'histoire de la non-prolifération nucléaire.

Lire aussi : [Donald Trump proche d'un revirement majeur sur l'Iran](#)

(/americas/article/2017/10/07/donald-trump-proche-d-un-revirement-majeur-sur-l-iran_5197603_3222.html)

Alors que la situation dans la péninsule coréenne a atteint un tel niveau de tension que certains évoquent la possibilité d'un conflit nucléaire, d'autres se demandent si le JCPOA ne pourrait pas servir de modèle pour enrayer l'escalade avec la Corée du Nord. La chancelière allemande Angela Merkel a par exemple déclaré que le « format » des négociations nucléaires avec l'Iran « *pourrait être utilisé pour mettre un terme au conflit avec la Corée du Nord* ». Quant à la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, elle a souligné à juste titre qu'il existait des différences de taille

entre le cas de l'Iran et celui de la Corée du Nord, et que leurs « *systèmes politiques sont très différents ; leurs cultures sont très différentes* ».

« LES EXIGENCES
MAXIMALISTES
ADRESSÉES
DEPUIS
PLUSIEURS
DÉCENNIES À
L'IRAN PAR LES
ETATS-UNIS SE
SONT RÉVÉLÉES
CONTRE-
PRODUCTIVES »

Les dossiers nucléaires iranien et nord-coréen sont en effet profondément dissemblables. En dépit de toutes les pressions et sanctions auxquelles il est soumis depuis plusieurs décennies en raison de son programme nucléaire, l'Iran a maintenu son adhésion au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), n'a jamais fabriqué d'armes atomiques, n'a jamais militarisé son programme nucléaire, s'est plié aux inspections les plus minutieuses de l'histoire de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est signataire de tous les grands traités internationaux interdisant la production et l'utilisation d'armes de destruction massive, a de surcroît proscrié, au plus haut niveau religieux, la production d'armes de destruction massive, et n'a même pas répliqué par des représailles de même nature aux attaques chimiques que le régime de Saddam Hussein a lancées contre lui en raison des convictions religieuses de ses dirigeants.

Aucun scrupule

La Corée du Nord, en revanche, s'est retirée du TNP, a produit des armes nucléaires, a développé des missiles capables d'emporter des ogives nucléaires et n'aurait aucun scrupule – qu'il soit religieux ou laïque – à utiliser des armes atomiques contre ses ennemis. M^{me} Mogherini a donc raison de dire que les dossiers nucléaires des deux pays ne sont pas comparables. Mais le point de vue de la chancelière allemande est également pertinent lorsqu'elle souligne que l'on pourrait s'inspirer du modèle qui a permis de résoudre la crise iranienne pour parvenir à une résolution diplomatique de la crise nord-coréenne.

Après la révolution iranienne de 1979, les Etats-Unis ont adopté une politique de « zéro technologie nucléaire » en Iran, allant même jusqu'à refuser de réalimenter en uranium hautement enrichi le réacteur du Centre de recherche nucléaire de Téhéran qu'ils avaient eux-mêmes construit en 1967. Les sanctions américaines et les pressions exercées par Washington sur d'autres pays n'ont laissé d'autre choix à l'Iran que de développer sa propre production de combustible nucléaire, ce qui l'a amené à partir de 2003 à maîtriser le processus d'enrichissement de l'uranium. Les Etats-Unis ont alors réorienté leur politique autour du principe de « zéro enrichissement » en Iran, et accepté que Téhéran possède des réacteurs de puissance.

« IL EST
IMPÉRATIF QUE
LES ETATS-UNIS
REMPLENT
LEUR POLITIQUE
DE SANCTIONS
PAR UNE
APPROCHE
DIPLOMATIQUE
PRAGMATIQUE
AVEC LA CORÉE
DU NORD »

De 2006 à 2013, les Etats-Unis ont peu à peu imposé des sanctions plus sévères, ce qui a poussé le régime iranien à accroître la taille et l'envergure de son programme nucléaire. Selon certaines estimations, l'Iran avait, en 2013, réduit à deux mois sa fenêtre de *breakout* – le délai dans lequel il serait en mesure de produire suffisamment de matériau fissile pour fabriquer une bombe nucléaire.

L'inquiétude suscitée par la brièveté de ce délai fut la raison essentielle qui a incité les Etats-Unis à adopter à l'égard de l'Iran une politique de « zéro bombe nucléaire », puis à conclure un accord gagnant-gagnant par lequel l'Iran peut poursuivre son programme d'enrichissement, obtient un assouplissement des sanctions et s'engage à respecter certaines mesures garantissant un allongement de son délai de *breakout*.

Lire aussi : [Pyongyang ne montre pas d'« intérêt » pour un dialogue avec Washington](http://international/article/2017/10/01/pyongyang-ne-montre-pas-d-interet-pour-un-dialogue-avec-washington_5194210_3210.html)

([/international/article/2017/10/01/pyongyang-ne-montre-pas-d-interet-pour-un-dialogue-avec-washington_5194210_3210.html](http://international/article/2017/10/01/pyongyang-ne-montre-pas-d-interet-pour-un-dialogue-avec-washington_5194210_3210.html))

Les exigences maximalistes adressées depuis plusieurs décennies à l'Iran par les Etats-Unis se sont révélées contre-productives et ont retardé la résolution pacifique du dossier nucléaire iranien. On reproduit aujourd'hui la même erreur à l'égard de la Corée du Nord. Pour répondre aux menaces des Etats-Unis et à l'alourdissement des sanctions à son encontre, la Corée du Nord renforce ses capacités balistiques et accroît la puissance de ses armes nucléaires. Laisser cette escalade se poursuivre ne peut qu'augmenter la probabilité d'un conflit désastreux. Il est donc impératif que les Etats-Unis, comme ils l'ont fait avec l'Iran, modifient leur attitude et remplacent leur politique de sanctions et de pressions par une approche diplomatique pragmatique.

Une autre leçon essentielle à tirer des pourparlers sur le nucléaire iranien est que Washington doit accepter le principe d'une diplomatie multilatérale à l'égard de Pyongyang. Si les Etats-Unis ont joué un rôle décisif dans les négociations qui ont débouché sur le JCPOA, les discussions étaient menées conjointement avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Russie, Chine, Royaume-Uni, France) et l'Allemagne, au sein d'un groupe baptisé P5 + 1.

« TOUT ACCORD DÉFINITIF AVEC LA CORÉE DU NORD DEVRA ÊTRE APPROUVÉ PAR UNE RÉOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU »

Le troisième enseignement majeur des négociations sur le nucléaire iranien applicable au dossier nord-coréen est le fait que l'objectif des deux parties dans les pourparlers avait été clairement énoncé. Pour l'Iran, il s'agissait d'obtenir la levée des sanctions à son encontre et la reconnaissance de son droit à l'enrichissement de l'uranium dans le cadre du TNP. Les Etats-Unis, eux, voulaient que l'Iran accepte des engagements vérifiables et des mesures de transparence l'empêchant de produire des armes nucléaires.

Comme une dénucléarisation immédiate de la Corée du Nord relève du pur fantasme, une résolution réaliste de la crise nord-coréenne pourrait passer par la fixation, pour la Corée du Nord, des objectifs suivants : cessation des essais d'armes atomiques, gel du développement de ses programmes d'armements nucléaires et de missiles balistiques à capacité nucléaire, signature du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ouverture de négociations avec la Corée du Sud et le Japon afin de mettre en place un système de coopération régionale en matière de sécurité – inspiré par exemple de l'OSCE – qui entamerait des discussions avec les pays voisins afin de dissiper les risques de guerre en Asie du Nord-Est.

Par ailleurs, si la Corée du Nord n'est pas en mesure de réintégrer le TNP du fait de son statut d'Etat doté d'armes nucléaires, elle pourrait apaiser les inquiétudes internationales en se soumettant volontairement aux stipulations du TNP concernant les inspections et la transparence, comme le font les cinq puissances nucléaires adhérentes au traité.

Garanties de sécurité

En contrepartie, les puissances mondiales devront lever les sanctions liées au nucléaire et procurer à la Corée du Nord toutes les garanties de sécurité nécessaires pour préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale.

A l'image du JCPOA, tout accord définitif avec la Corée du Nord devra être approuvé par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui garantirait sa mise en œuvre avec l'appui du principal organisme de sécurité politique du système international. Il va sans dire que si l'administration américaine, suivant en cela les objectifs affichés par Donald Trump, en venait à dénoncer le JCPOA, cela tuerait dans l'œuf toute possibilité de résolution diplomatique de la crise nord-coréenne et ferait perdre à la Corée du Nord et à l'Iran toute confiance dans les Etats-Unis et dans le Conseil de sécurité de l'ONU.

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Seyed Hossein Mousavian est un ancien ambassadeur de la République islamique d'Iran, ancien responsable du comité des affaires étrangères du Conseil suprême de sécurité nationale sous la présidence de Mohammad Khatami, et spécialiste de la sécurité et de la politique nucléaire au Proche-Orient, Seyed Hossein Mousavian est chercheur invité de l'université Princeton (New Jersey).
